

### LEADERSHIP POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE

### Leçons de l'Initiative Présidentielle 3N – Les Nigériens Nourrissent les Nigériens

*Secrétariat de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement à la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique*



Etude de cas  
N°39

#### RÉSUMÉ

Le Niger est un pays du sahel, semi-désertique qui est confronté depuis plusieurs décennies à une baisse tendancielle de la pluviométrie, suscitant de fréquentes crises alimentaires au sein des populations. Afin de lutter durablement contre cette situation récurrente d'insécurité alimentaire qui prévaut dans le pays, SEM Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger a lancé en 2011 l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». Il s'agit d'un programme innovant et d'envergure qui vise à mettre les populations Nigériennes à l'abri de la famine.

L'initiative dans sa mise en œuvre a suscité la mise en place d'institutions compétentes pour une meilleure gestion des crises alimentaires notamment le Haut-commissariat à l'initiative 3N (HC3N) et le Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN). Elle a permis d'enregistrer une production céréalière de 18.067.853 tonnes et une production irriguée de 1.503.513 tonnes entre 2011 et 2015 soit un taux de 94% de réalisation des objectifs fixés. Cette augmentation de la production agricole a provoqué une réduction du prix à la consommation, et une progression de 9% des recettes des familles. Ceci a significativement impacté les indicateurs macroéconomiques notamment le Produit Intérieur Brut du pays qui est passé à 7,1 % en 2014 avec une contribution du secteur agricole évaluée à 40,7%.

L'initiative 3N est un exemple de leadership de certains hauts officiels qui, au-delà des mots, posent des actes pour faire face aux questions majeures de développement. Cette étude de cas a montré entre autres l'importance d'une volonté politique forte ; la nécessité d'intégrer le genre et d'autonomiser les bénéficiaires et la plus-value des approches multisectorielles et multi-acteurs pour faire face à des défis complexes comme l'insécurité alimentaire.

Toutefois, la durabilité de l'initiative serait davantage renforcée si ses bases légales étaient prioritairement constituées de textes législatifs et de lois fondées sur la constitution du pays. Il serait aussi opportun que des organisations spécialisées dans le domaine du renforcement des capacités telles que la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique développent davantage d'initiatives en vue du renforcement des capacités des acteurs stratégiques impliqués dans les politiques et initiatives similaires.

## Introduction

Le Niger est un pays de l'Afrique de l'ouest classé parmi les plus pauvres et les moins développés au monde (INS 2013)<sup>1</sup>. La structure de son économie prend ses racines dans le secteur agricole qui peine à se moderniser et est fortement tributaire des aléas climatiques. Aussi, la croissance démographique que connaît le pays (notamment avec un taux annuel avoisinant 3,9 % en 2014) accroît la pression foncière avec comme résultat un morcellement continu des exploitations agricoles et l'expansion des cultures sur des terres marginales avec des rendements décroissants (INS 2011).

Le Niger a connu plusieurs périodes successives de faible pluviométrie au cours des dernières décennies qui ont mis en péril la production agrosylvo-pastorale, entraînant de fait de pénibles conditions d'existence des populations. Les années de faibles productions agricoles sont généralement caractérisées par des crises alimentaires (presque chaque deux ans) dont l'ampleur et la profondeur varient selon le niveau de déficit et les facteurs conjoncturels qui y prévalent (INS 2011). Ces crises alimentaires mais aussi nutritionnelles ont poussé encore plus de personnes dans la famine et la pauvreté, et dégradé leur capacité à résister aux chocs. En 2008, 4,2 millions de personnes soit plus du quart de la population étaient en situation d'insécurité alimentaire notamment en raison des déficits céréaliers dus aux aléas climatiques (CSAO CILSS 2008).

Face à cette situation, SEM Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger a lancé en 2011 sous son leadership l'Initiative « *Les Nigériens Nourrissent les Nigériens* ». Cette initiative se propose de mettre les populations Nigériennes à l'abri de la famine et de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à la création de richesses. Elle se fonde sur un ensemble de programmes qui vise une véritable

modernisation des systèmes de production afin de faire jouer au secteur agricole, son rôle de moteur de la croissance économique du pays. La présente étude de cas, présente le caractère novateur et la structuration de cette initiative d'envergure qui a été promue dans un contexte de forte volonté et d'engagements politiques. Elle met en évidence les résultats atteints et les facteurs émanant de l'évaluation globale desdits résultats ; ainsi que les leçons apprises et les recommandations politiques qui en découlent.

## La problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger

Selon l'article 12 de la Constitution Nigérienne « *Chacun a droit à la vie, à la santé, à l'intégrité physique et morale, à une alimentation saine et suffisante, à l'eau potable, à l'éducation et à l'instruction dans les conditions définies par la loi* ». La question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle y apparaît comme une composante essentielle et impose au pouvoir étatique d'assurer l'accès à l'alimentation saine pour les populations. Malheureusement, une bonne partie de la population nigérienne demeure en situation d'insécurité alimentaire. Les facteurs en cause sont liés à la population elle-même (en termes de chocs idiosyncrasiques), aux chocs externes (aléas climatiques) et à l'insuffisance et/ou l'inadéquation des politiques et stratégies mises en place. De façon spécifique, les principaux facteurs documentés et référencés comme étant à la base des crises alimentaires au Niger sont entre autres :

- les effets des incertitudes bioclimatiques sur des écosystèmes non dénués de potentialités mais fragilisés par des activités anthropiques prédatrices ;
- la gestion du système alimentaire marquée par des décisions macro-économiques déstabilisantes (arrêt des subventions aux intrants agricoles, monoculture d'exportation etc.) ;
- les facteurs socio-économiques tels que la faiblesse de capitalisation de l'agriculture en termes de moyens de production et de ressources humaines ; le manque

<sup>1</sup> Un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant en 2013 d'environ 440 dollars US (INS) et près de 60 % des Nigériens vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire selon le profil de la pauvreté élaboré en 2008 dans le cadre de l'enquête nationale budget consommation (ENBC).

d'infrastructure rurale ; les faiblesses des marchés et des échanges commerciaux et enfin, la pauvreté généralisée.

La combinaison de ces différents facteurs ont conduit au cours des années 2009-2010 à une crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle aiguë dans le pays. Cette crise a aussi entraîné des pertes considérables d'animaux dues au manque de pâturage, aux fortes précipitations et aux inondations. Les résultats de l'enquête nationale sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages, réalisée en janvier 2011, font ressortir que l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) affectait globalement 17,3% de la population soit 2 620 770 personnes.

## L'initiative 3N : Un exemple de leadership

### Volonté et engagement politiques

L'initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » est l'expression de la volonté du gouvernement nigérien (7<sup>ème</sup> république) de briser le déficit alimentaire notamment céréalier qui mettait une grande partie du peuple nigérien en situation d'insécurité alimentaire. Cette initiative est sous-tendue par le leadership et les idéaux du chef de l'Etat nigérien, SEM Issoufou Mahamadou, traduits dans son programme de développement appelé Programme de Renaissance du Niger.

C'est en effet dans son discours d'investissement prononcé le 7 Avril 2011 que le Président de la

République annonçait la vision qu'il avait de l'initiative 3N. Elle a pour objectif de mettre les populations Nigériennes à l'abri de la famine, de leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à

l'amélioration de leurs revenus. Elle fut adoptée par le Décret 2012-139 du 18 Avril 2012 et a prévu un plan d'action étalé sur quatre ans (2012-2015).

### Alignement de l'initiative avec la vision du pays et les politiques en place

L'initiative 3N s'appuie sur un ensemble de programme en œuvre dans le domaine de l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations à travers le développement agricole effectif, tant sur le plan national que sur le plan sous régional. Au plan national, l'initiative 3N s'inscrit dans le cadre du volet Sécurité alimentaire du Programme de Renaissance du Niger. Elle prend en compte les acquis et les approches d'interventions des programmes relatifs au développement agricole de la Stratégie de Développement Rural (SDR), ainsi que de la Politique Nationale de Nutrition (PNN). Elle permet ainsi de conforter les orientations de toutes les politiques et stratégies sectorielles, qui favorisent le développement agricole durable et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au plan sous régional, elle épouse les objectifs du Plan de Développement Détaillé pour l'Agriculture en Afrique (PDDAA) qui vise un taux de croissance agricole annuel d'au moins 6%, et de la Politique Agricole Commune de la CEDEAO (ECOWAP) ainsi que la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU). Elle permet d'accélérer la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2011-2015 du Niger qui constitue le cadre de mise en œuvre des dites politiques sous régionales. Aussi, les actions de l'initiative 3N s'inscrivent-elles parfaitement dans les domaines d'intervention prioritaires du Cadre d'Accélération de l'OMD1 (CAO/MAF)<sup>2</sup>.

### Orientations stratégiques de l'initiative 3N

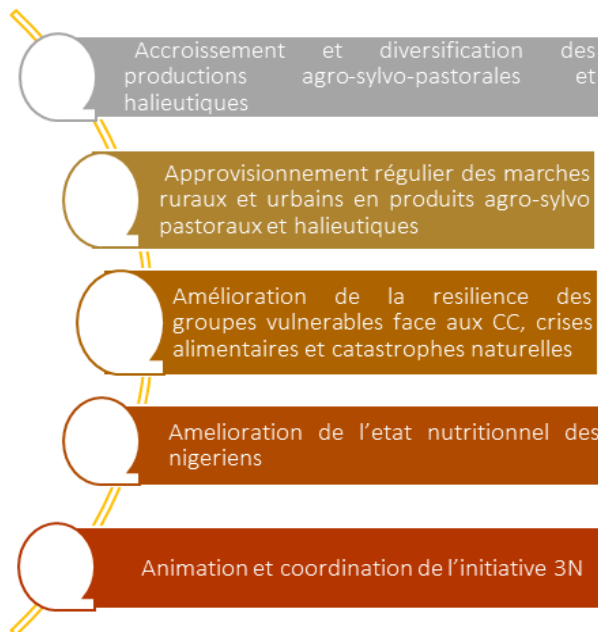
Cinq axes stratégiques découlent de la vision de l'initiative 3N (Figure 1) et couvrent les domaines tels que : la production agricole, l'accès aux marchés, la résilience des populations aux changements climatiques, l'état nutritionnel des

#### Encadré : Extrait du discours de SEM Issifou MAHAMADOU

« Le Peuple nigérien a un immense défi à relever, un défi qui a un rapport avec sa dignité et son honneur : le défi de l'éradication de la faim. Il est choquant que, de manière récurrente, nous soyons réduits à mendier notre pain quotidien auprès des autres peuples. Comme en témoignent les dernières élections, notre peuple a conquis sa liberté politique: il lui reste, maintenant, à réaliser l'alliance de la liberté et du pain ».

<sup>2</sup> Cadre d'Accélération de l'Objectif du Millénaire pour le Développement 1 (OMD1)

populations et enfin le cadre de coordination/gestion de l'initiative.



**Figure 1 : Orientations stratégiques de l'initiative 3N**

- **Axe 1 : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques**

A travers cet axe, l'initiative 3N se propose de créer les conditions appropriées pour accroître significativement et durablement la productivité des systèmes de productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Il s'agit concrètement de susciter une transition technologique passant d'un système traditionnel d'exploitation agro-sylvo-pastoral vers un système plus moderne utilisant des intrants améliorés, maîtrisant l'eau et assurant une gestion durable des terres et de la biodiversité.

- **Axe 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques**

Les marchés des produits agricoles au Niger sont caractérisés par de fortes fluctuations périodiques des quantités et des prix des produits qui y sont commercialisés. Face à ce constat, l'Initiative se propose d'apporter des services adéquats pour accompagner la valorisation et la mise en marché des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. Il vise entre autres (i) le renforcement des capacités

de stockage et de conservation des produits ; (ii) la promotion de la transformation des produits agricoles et de production agroindustrielle, (iii) l'amélioration des infrastructures et les circuits de commercialisation et (iv) l'accélération de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique nationale de commerce des produits agro-sylvo-pastoraux.

- **Axe 3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises alimentaires et catastrophes naturelles**

L'axe 3 de l'initiative 3N traite du degré de vulnérabilité des groupes sociaux et se propose globalement de contribuer à promouvoir et renforcer les dispositifs/mécanismes de gestion des risques en apportant des solutions appropriées selon les types de risques auxquels font face les producteurs, les ménages et les communautés. Il s'agit de pallier aux insuffisances constatées au niveau des mécanismes de gestion des crises au Niger, tout en améliorant la capacité de réponse des ménages et des communautés à la base face aux situations de déficit de production agricole ou pastorale, de catastrophes, de chocs climatiques, sociaux, commerciaux et macroéconomiques.

- **Axe 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens**

A travers son axe 4, l'initiative 3N s'intéresse à l'état nutritionnel des Nigériens du fait de l'importance de la malnutrition en termes de problème de santé publique affectant les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les autres groupes vulnérables dans le pays. Face à cela, elle prévoit des mesures et des investissements en vue d'améliorer l'état nutritionnel des populations, à travers la promotion de modèles de consommation alimentaire équilibrée, une bonne hygiène de vie en milieu rural et en milieu urbain, au niveau des ménages ainsi que des établissements scolaires.

- **Axe 5 : Animation et coordination de l'initiative 3N**

L'Initiative 3N se veut un cadre mobilisateur et fédérateur pour l'émergence d'un développement agricole à même d'assurer la fonction basique de sécurité alimentaire. A cet effet, il dispose d'un axe stratégique (l'axe 5) qui définit le cadre de coordination des actions et différents programmes à mettre en œuvre. Il s'agit d'un cadre multi-acteurs visant à proposer des stratégies de mobilisation de ressources et de financement des investissements ainsi que des modèles en vue d'assurer une gouvernance et une coordination efficaces de l'initiative.

### Modalités et instruments de mise en œuvre de l'initiative 3N

La diversité d'acteurs qui compose les parties prenantes<sup>3</sup> à l'initiative 3N fonde le principe d'actions concertées mises en œuvre suivant une approche participative et inclusive. Dans ce contexte, les modalités de mise en œuvre de l'initiative sont :

- **la concentration** : les actions et appuis sont concentrés aux niveaux des communes, des villages agricoles et des exploitations familiales ;
- **le ciblage** : les actions et appuis sont ciblés sur l'amélioration significative des niveaux de productivité des systèmes de productions (agricoles, animales, piscicoles, sylvicoles etc.) ;
- **la prise en compte du genre** : veiller à une implication effective des représentants/tes des groupes vulnérables (femmes, des jeunes, des personnes en situation d'handicap etc.) dans les différentes instances de gouvernance et de concertation mais également leur accès aux ressources mobilisées et affectées à la mise en œuvre des interventions de l'Initiative ;
- **la durabilité de la base productive** : créer les conditions nécessaires au maintien de la qualité

de la base productive à travers la promotion des pratiques durables d'utilisation des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques ;

- **la mobilisation et la responsabilisation** : créer les conditions favorables à l'implication effective et la participation responsable des acteurs à toutes les étapes du processus de conception et de mise en œuvre des interventions de l'Initiatives.

Ces modalités s'intègrent aux instruments de mise en œuvre de l'initiative que sont (i) le cadre de programmation qui traite de la déclinaison des cinq axes stratégiques de l'initiative en programmes opérationnels ; (ii) le dispositif institutionnel décrivant les différents organes de gouvernance et de coordination de l'initiative ; et (iii) la stratégie de financement qui se rapporte à la mobilisation des ressources et à la définition des objectifs assignés à chaque système de financement.

### Opportunités et menaces en lien avec l'initiative 3N

L'initiative 3N a été sujette aussi bien dans sa phase de conception que celle de sa mise en œuvre à divers facteurs qu'il convient de catégoriser en opportunités et en menaces. Dans l'ensemble, ces différents éléments qui ont influencé les résultats enregistrés par l'initiative ; se rapportent aux conditions climatiques, à la disponibilité des partenaires stratégiques et à la volonté politique manifeste du pays dans la résolution des crises alimentaires.

<sup>3</sup> L'Administration Publique, Assemblée Nationale et les Collectivités territoriales (Communes et régions), le Secteur Privé, les Organisations de la Société Civile, les Organisations des Producteurs, les Partenaires Techniques et Financiers, les Institutions Régionales de Coopération.

**Tableau 1 : Opportunités et menaces en lien avec l'initiative 3N**

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté politique de l'Etat Nigérien à assurer la sécurité alimentaire pour les populations</li> <li>• Leadership avéré du président Nigérien dans la définition de la stratégie et la mobilisation des ressources nécessaires</li> <li>• Disponibilité des partenaires dans l'accompagnement du Niger pour la SAN</li> <li>• Potentiel agro-pastoral du pays et motivation des acteurs des filières agro-pastorales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions climatiques (zone désertique)</li> <li>• Faible portée des initiatives visant la sécurité alimentaire à l'endroit des populations</li> <li>• Faible adéquation des politiques visant la sécurité alimentaire, avec les réalités socio-économiques du pays</li> <li>• Alignement de l'initiative sur des politiques avec des approches variées/parallèles d'interventions</li> </ul>

### Résultats et évaluation globale de l'initiative 3N<sup>4</sup>

De façon globale, l'évaluation de la mise en œuvre de l'initiative 3N révèle une amélioration considérable de la situation alimentaire au Niger tant sur le plan de la production agricole incluant la transformation et la diversification des produits, que sur celui de l'accès aux marchés et de la résilience des populations face aux divers chocs (aussi bien externes qu'idiosyncrasiques). Cette amélioration traduit un meilleur accès aux denrées alimentaires pour les populations, signe d'une avancée considérable en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### Amélioration des performances agricoles et croissance économique

Après 4 années de mise en œuvre de l'initiative, les statistiques officielles révèlent que le Niger a enregistré une production céréalière de 18.067.853 tonnes, soit une moyenne annuelle de 4.516.963 tonnes. Ce résultat révèle le niveau appréciable d'amélioration de la production céréalière, notamment par rapport à la campagne 2010 qui s'était soldée par une production évaluée à 3.421.122 tonnes. En ce qui concerne la production irriguée, elle a été évaluée à 1.503.513 tonnes entre 2011 et 2015, soit une moyenne annuelle de 375.878 tonnes pour un objectif annuel de 400.000 tonnes, soit un taux de réalisation de 94%. L'atteinte de ces résultats n'ont été possibles que grâce aux actions visant à révolutionner la production agricole au Niger. Il s'est agi de la mise en place par communes, des maisons des paysans chargées d'accompagner les producteurs agricoles et d'assurer pour ces derniers la disponibilité des semences améliorées, d'intrants (engrais, pesticides et fongicides) et des appareils à traitement (UVL), de la construction des magasins de stockage, ainsi que des aménagements hydro-agricoles (AHA).

Concernant le sous-secteur de l'élevage, un taux de réalisation d'environ 63% a été enregistré sur les activités de modernisation et de sécurisation dudit sous-secteur en l'occurrence la création des fermes modernes, la mise en place des kits ménages, le balisage de couloirs de passage, la réalisation de puits pastoraux et la construction de marchés à bétail.

Ces résultats ont significativement impacté les indicateurs macroéconomiques notamment le Produit Intérieur Brut du pays qui est passé à 7,1 % en 2014 ; année au cours de laquelle la contribution du secteur agricole à la croissance économique du pays s'évalue à 40,7% à la formation du PIB (BAfD, PNUD 2015). Grâce à l'augmentation de la production agricole ayant provoqué une réduction du prix à la consommation, les recettes des familles ont progressé de 9 % (INS 2013).

### Gestion des crises alimentaires

En matière de gestion des crises alimentaires, les actions menées ont porté sur la reconstitution du

<sup>4</sup> Les statistiques exploitées dans cette section sont disponibles dans le document du Cabinet du Premier Ministre du Niger « Bilan des 4 ans de mise en œuvre du Programme de Renaissance 2011- 2015 »

stock national de sécurité alimentaire, les opérations de ventes de céréales à prix modérés (VCPM), de distributions gratuites ciblées (DGC), de foods et cash for work (FFW), ainsi que les opérations de lutte contre la malnutrition ayant touché les enfants de bas âge, les femmes enceintes et les femmes allaitantes (Blanket Feeding). Le tableau ci-dessous renseigne sur le niveau des statistiques enregistrées en termes de flux physique et financiers pour lesdites actions.

**Tableau 2 :** Récapitulatif des données relatives aux actions en réponse aux crises alimentaires

Statistiques	Quantité (t)	Coût Total (Fcfa)
VPCM	324.706	97.411.800.000
DGC	264.728	84.783.637.925
FFW	84.528	57.390.955.461
Blanket Feeding	38.304	26.719.724.594

Il importe de signaler qu'un stock national d'environ 324.404 tonnes a été constitué entre 2011 et 2014, dont 174.317 tonnes en 2012 pour atténuer les effets de l'important déficit céréalier de 2011. Dans l'ensemble, ces actions ont permis un meilleur accès aux vivres pour les populations et ont donc amélioré significativement le niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

### Institutionnalisation pour la gestion et la mobilisation des ressources de l'initiative

Dans le souci d'une mise en œuvre efficace de l'initiative, le gouvernement du Niger a mis en place le Haut-commissariat à l'initiative 3N (HC3N). Il s'agit d'une structure rattachée à la Présidence de la République, et qui a pour mission d'assurer l'animation et la coordination de l'ensemble de l'Initiative d'une part ainsi que de l'aide à la décision (définition des orientations et la gouvernance) d'autre part. L'initiative a également établi un Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) approvisionné entre autres par les fonds de l'État (ressources propres de l'État) représentant jusqu'à 23% des investissements totaux de l'initiative et des ressources des partenaires tels que la Banque Mondiale, le FIDA, La FAO etc.

### Intégration régionale et reconnaissance du leadership

Reconnue novatrice, l'initiative 3N a permis la reconnaissance du leadership du Président de la République du Niger sur le plan de l'intégration économique régionale. Ainsi, les Chefs d'États de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ceux de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), ont opportunément décidé de confier au Président ISSOUFOU MAHAMADOU, la présidence du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire dans l'espace UEMOA.

### Conclusions, leçons apprises et implications politiques

L'initiative 3N constitue l'une des réponses phares qui révèle l'importance du leadership de certains hauts officiels qui allant au-delà des mots, posent des actes pour faire face à des défis importants comme celui de la sécurité alimentaire en Afrique. Sa mise en œuvre a permis de mettre en évidence un certain nombre de leçons présentées ci-dessous et qui constituent des éléments pouvant édifier différents acteurs dans la mise en œuvre des initiatives similaires.

### Le leadership et une vision innovante et prospective sont des facteurs clés pour la résolution des questions de développement

L'initiative 3N repose principalement sur le leadership et la forte volonté politique de recherche de solution durable à l'épineuse question de la sécurité alimentaire au Niger. Son caractère novateur réside dans le fait qu'elle se base sur les propres potentiels de la population et des ressources alimentaires intérieures du pays. Elle exprime donc la conviction qu'avec ses atouts actuels et les opportunités de développement qui s'offrent à lui, le Niger est à même de relever les défis actuels et futurs de sa sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, les défis auxquels sont confrontés les pays peuvent trouver les moyens nécessaires à les atteindre dans les ressources disponibles au plan local. Ce ne serait donc qu'une question de vision et de leadership des dirigeants et de la classe politique.

### **Une approche multisectorielle favorise la mise en œuvre d'interventions intégrées**

Une initiative en réponse à un enjeu de développement, ne saurait se baser sur une approche unilatérale. Le caractère multidimensionnel de la sécurité alimentaire par exemple a imposé au Niger de tenir compte de différents aspects (notamment la disponibilité des vivres, la résilience des populations aux chocs, les questions environnementales, les questions d'état nutritionnel et de santé des populations etc.) dans la définition des axes stratégiques de l'initiative 3N. Il en ressort en fait que l'initiative ne saurait atteindre l'objectif d'une sécurité alimentaire pour tous, si son approche d'intervention n'était pas aussi multidimensionnelle que les causes qui sous-tendent la problématique.

### **Les politiques d'autonomisation des bénéficiaires, gage de la durabilité des acquis des interventions et des impacts de développement**

Toute initiative de développement doit viser le côté autonomisation des bénéficiaires. En réalité, les actions mises en œuvre doivent éviter de cultiver chez les bénéficiaires, l'esprit d'assistanat et de dépendance vis à vis des interventions. L'initiative 3N a su combiner actions de secours/d'urgence et renforcement des capacités pour une auto-prise en charge. C'est à cette seule condition que pourrait s'observer la durabilité et la consolidation de la sécurité alimentaire ou tout autre objectif de développement visé auprès des populations.

### **La promotion d'un cadre multi-acteurs permet la définition des actions concertées**

Une question de développement ne saurait être l'apanage du pouvoir public à lui seul. En effet, les acteurs de la société civile ainsi que ceux du secteur privé ont, du fait de la libéralisation des secteurs stratégiques de développement dans nombre de pays, acquis une certaine compétence voir des expertises dans divers domaines. Il n'est donc pas utopique de penser à associer ces acteurs pour la définition des stratégies de développement dans des domaines clés comme celui de la sécurité alimentaire et nutritionnelles des populations. L'apport de ces acteurs reste substantiel dès lors

qu'ils sont effectivement associés et que l'approche d'intervention est effectivement participative.

### **La promotion de l'approche genre, pour des impacts plus généralisés au sein des communautés**

L'inégalité d'accès des différentes couches/catégories de la population aux services sociaux de base et à l'alimentation étant une réalité au niveau des communautés, l'Initiative 3N a adopté une approche de genre pour ses interventions. Elle s'est intéressée aux femmes et aux jeunes en tant qu'agents de la croissance économique. En réalité, du fait de l'importance des groupes sociaux vulnérables que représentent les femmes et les jeunes, il importe que les approches d'intervention s'intéressent particulièrement à ces catégories afin que les résultats soient effectifs au sein des communautés, par effets induits.

### **Donner priorité au cadre légal pour une durabilité des initiatives et des stratégies de développement**

Si l'atteinte de la sécurité alimentaire par l'Initiative 3N est une priorité gouvernementale actuellement, l'engagement présidentiel ne s'inscrit dans aucun cadre légal solide qui viendrait épauler le dispositif installé. Certes, le gouvernement adopte des initiatives comme la création de nouvelles institutions (HC3N par exemple) par des décrets ou des ordonnances. Mais cette voie juridique est plus fragile que celle légale. L'initiative gagnerait plus en durabilité si ses bases étaient plus légales et prioritairement constituées de textes législatifs et de lois fondés sur la constitution d'une part ainsi qu'aux accords internationaux ratifiés par le pays sur le plan de la sécurité alimentaire d'autre part.

### **La question du renforcement des capacités doit occuper une place stratégique dans les politiques publiques**

Les aspects de renforcement des capacités des acteurs techniques dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies novatrices en matière de développement, doivent prévaloir au niveau des politiques publiques des pays Africains. En effet, il est important que les responsables et les différents acteurs impliqués dans les actions d'envergure nationale et stratégies de



développement disposent de compétences avérées pour concevoir et mettre en œuvre lesdites initiatives. La maîtrise des questions méthodologiques notamment celles en lien avec la gestion axée sur les résultats de développement, combinée à la connaissance des réalités socio-économiques des milieux conditionnent l'atteinte des résultats et surtout la durabilité des acquis. Il serait donc opportun que des organisations spécialisées dans ce domaine telles que la Fondation pour le Renforcement des capacités en Afrique développent davantage des initiatives en vue du renforcement des capacités des acteurs cibles au travers du partage des expériences et de la gestion des connaissances.

### Références

- Adriana Fillol M., (2014). *La Sécurité Alimentaire dans l'agenda du Brésil comme une source d'inspiration pour le programme au Niger*. p44. Disponible via <http://ssrn.com/abstract=2638621>
- BAfD., PNUD., (2015). *Perspectives économiques en Afrique : Niger 2015*. Disponible sur [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org)
- BANQUE MONDIALE, (2013). *The Republic Of Niger Joint Ida-Imf Staff advisory Note on the Economic and Social Development Plan 2012-2015*, Report No. 76241-NE, Africa Regional Office.
- CPM, (2013). *Bilan des 2 ans de mise en oeuvre du programme de renaissance*. Cabinet du Premier Ministre. Niamey, p56
- CPM, (2015). *Bilan des 4 ans de mise en oeuvre du programme de renaissance*. Cabinet du Premier Ministre. Niamey, p125
- FAO (2001). *L'étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA) : Document national de prospective – Niger*, Rome, p37.
- FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL, (2013). *Niger : Note consultative conjointe sur le Plan de développement économique et social*, Rapport du FMI No. 13/106F.
- INS (2011). *Enquete sur la securite alimentaire des menages au Niger*. Disponible sur [http://Resume\\_executif\\_enquete\\_securite\\_alimentaire\\_Niger.pdf](http://Resume_executif_enquete_securite_alimentaire_Niger.pdf)
- INS (2013). *Le Niger en chiffre*. Disponible sur [stat-niger.org/statistique/Nigerenchiffres2013\\_versi.pdf](http://stat-niger.org/statistique/Nigerenchiffres2013_versi.pdf)
- OXFAM INTERNATIONAL, (2010). *Fighting Hunger in Brazil*, Case Study.
- PNUD, (2014). *Rapport National sur les Progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement*. Rapport Pays p115
- [UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs](http://UNOfficefortheCoordinationofHumanitarianAffairs)  
<https://docs.unocha.org/sites/dms/Niger.pdf>



## REMERCIEMENTS

Ce produit de connaissance fait partie d'une série de produits de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement (AfCoP-GRD). L'objectif est de documenter les bonnes pratiques et les recommandations politiques clés sur la gestion axée sur les résultats de développement. Les produits de connaissance de l'AfCoP sont largement diffusés et sont disponibles sur le site web de l'Initiative de l'Afrique pour les Résultats (AfriK4R) : <http://afrik4r-fr.org/page/ressources>.

Cette étude de cas de l'AfCoP-GRD est un travail conjoint de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) réalisé sous la supervision du Secrétaire Exécutif de l'ACBF, le Professeur Emmanuel Nnadozie. Ce produit a été préparé par une équipe du Département des Connaissances, Suivi et Evaluation (KME) de l'ACBF, sous la supervision générale de son Directeur, Dr Thomas Munthali assisté par Mme Aimtonga Makawia, Dr. Robert Nantchouang, Dr. Barassou Diawara, Mr. Kwabena Boakye, Mme Anne Edline François et Mr. Fréjus Thoto et des membres des autres départements de la Fondation.

L'ACBF est également reconnaissante envers Abloutan Olga qui a partagé le travail de recherche ayant abouti à l'élaboration de cette publication; puis Dr. Emmanuel Edoun dont les avis externes ont enrichi ce produit de connaissance. La Fondation exprime aussi sa gratitude aux membres de l'AfCoP, aux institutions partenaires de l'ACBF et à tous ceux qui ont fourni des contributions critiques pour la finalisation de ce produit. L'ACBF est reconnaissante envers la Banque Africaine de Développement qui a appuyé l'élaboration de ce produit de connaissance sous la subvention Numéro 2100150023544.

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la BAD et de l'ACBF.